



Le département d'Etat américain vient de publier son rapport 2019 sur les pratiques en matière de droits de l'Homme au Cameroun.

Malgré les multiples protestations du gouvernement, les Etats-Unis accusent une fois de plus le Cameroun de graves violations des droits de l'homme.

Dans son rapport 2019, «le département d'Etat américain met à nouveau sur le dos des forces de sécurité nationales, des exécutions arbitraires, extrajudiciaires et des disparitions forcées», peut-on lire dans les colonnes du quotidien Mutations édition du jeudi 12 mars 2020.

Le rapport épingle également les groupes armés séparatistes anglophones et la secte terroriste Boko Haram, qui sévit toujours dans l'Extrême-Nord. Outre ces cas, le document évoque également l'arrestation et la libération des responsables, alliés et militants du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) en 2019.

Le rapport se félicite de la libération, début octobre 2019, de Maurice Kamto, Penda Ekoka, Paul Eric Kingue et consorts. Le cas de de l'ancien ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Marafa Hamidou Yaya, est également abordé dans ce rapport, indique le journal.

Arrêté en 2012 «pour corruption et condamné à 25 ans de prison, ce dernier est resté en détention malgré une décision de juin 2016 du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire décrivant la détention de Marafa comme «une violation de les lois internationales», souligne le rapport qui relève que «le gouvernement n'a pas répondu aux demandes répétées de membres de la communauté diplomatique de rencontrer Marafa».

Selon nos confrères, le rapport du département d'Etat dénonce par ailleurs l'inféodation du pouvoir judiciaire à l'exécutif et «les pires formes de restrictions à la liberté d'expression, à la presse et à Internet, les arrestations ou poursuites injustifiées contre des journalistes et le recours abusif aux dispositions de la loi réprimant les délits de presse, notamment la diffamation».

Cameroun-Info
